



COMITE DE DÉFENSE DES HÔPITAUX DE PROXIMITÉ DES ARDENNES

*Membre de la Coordination Nationale
des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité*

Compte-rendu de la réunion publique du 1er Février à Sedan



Ce fut une soirée témoignant de l'attachement de la population sedanaise à son hôpital : 150 personnes avaient répondu à l'appel du comité de défense des hôpitaux de proximité des Ardennes : des élus, dont le maire de Sedan, des personnels de l'hôpital, des usagers, mais aussi des délégations de personnels des hôpitaux de Charleville-Mézières (Manchester et Belair).

Elle s'est conclue par un **appel à rassemblement le lundi 12 février à 12 h devant l'hôpital de Sedan** (date à laquelle l'ARS vient négocier dans

le département avec les maires, présidents des conseils de surveillance, de l'avenir des hôpitaux). Les participants carolomacériens décideront dans les jours à venir d'une éventuelle action le même jour devant l'ARS.

Introduction par les représentants du comité de défense :

Après présentation du comité deux témoignages posent le tableau : celui d'une personne récemment hospitalisée à l'hôpital de Sedan, racontant comment le personnel n'a pas le temps, mais également les pressions pour écourter l'hospitalisation et comment un VSL l'a raccompagné chez elle, sans même une aide pour monter ses escaliers alors qu'elle vit seule, celui d'une soignante, décrivant la souffrance des personnels, qui n'ont pas choisi ces métiers là pour maltraiter les malades, alors que, faute de temps, c'est ce qu'ils sont amenés à faire.

Le compte-rendu de la rencontre entre le maire de Sedan et le comité de défense lance une première discussion : l'hôpital a 4M€ de déficit ... mais faut il parler de déficit, ne faudrait il pas plutôt parler de manques de recettes ? L'énumération des menaces et des propositions portées par le maire fait également réagir : un service de pédopsychiatrie à Sedan ne fait partie ni des demandes des médecins de Sedan, ni de celles de Belair. La chef du service de pédiatrie dit l'absence totale de concertation avec les médecins de Charleville-Mézières, alors que l'ARS a prétendu au maire que c'était en accord avec les médecins (Le comité de défense a d'ailleurs eu d'autres témoignages confirmant le fait que c'est un aéropage très restreint de médecins de Manchester qui décide !).

Au total, c'est le service de néonatalogie qui est menacé (et sa fermeture menace à terme l'existence de la maternité), la chirurgie (dans les projets, il ne subsisterait qu'un service de chirurgie ambulatoire), les urgences la nuit, tout cela dans un territoire de 85 000 habitants, dont une partie venant de l'ouest meusien, éloignée de tout autre hôpital.

Le comité replace alors la situation sedanaise dans le cadre national afin de donner quelques explications aux citoyens moins au fait des questions de gestion hospitalière :

– la mise en place obligatoire des groupements hospitaliers de territoire (GHT) par la loi Touraine, remplaçant la coopération, nécessaire et qui a toujours existé, par un mécanisme n'ayant

pour but que les économies

– la tarification à l'activité entraînant la mise en concurrence des établissements, et leur déficit budgétaire, puisque les tarifs sont recalculés chaque année pour que l'enveloppe globale des dépenses hospitalières rentre dans l'ONDAM, objectif national des dépenses d'assurance maladie, jamais revalorisé à hauteur des besoins.

La situation est aussi conditionnée par :

– la non prise en compte de la notion de service public et l'ARS considère de la même manière public et privé

– le recul démocratique avec la transformation des conseils d'administration en conseil de Surveillance par R. Bachelot et la constitution par M. Touraine du comité stratégique des GHT, sans élus, ni représentants des usagers ou des personnels.

Nationalement des mouvements de protestation se développent partout. La nouvelle ministre de la santé a entendu les reproches sur la T2A, mais pourrait faire pire si l'enveloppe globale des budgets hospitaliers n'est pas élargie.

Le débat reprend, témoignant de la colère des participants qui évoquent aussi la casse de la sécu. Les représentants des personnels de l'hôpital Belair font état de leurs luttes actuelles : l'ARS veut leur baisser leur budget de 10% ! Un médecin de Sedan évoque la mise en place d'une plateforme de remplaçants pour les médecins, permettant à certains de vivre en ne travaillant qu'une semaine par mois, contribuant à la pénurie. Le maire de Sedan confirme le recul démocratique et appelle à un mouvement citoyen. Le conseil municipal de Sedan a voté une motion au préfet et à l'ARS demandant le maintien de tous les services actuels à l'hôpital de Sedan : cette motion pourrait être reprise par d'autres conseils municipaux.

Les décisions de l'ARS doivent être annoncées le 13 mars. La salle approuve la nécessité de manifester sans attendre, en faisant du 12 février, date à laquelle l'ARS vient dans les Ardennes pour « concerter » une journée de rassemblement. La proximité s'impose : rassemblement à partir de 12 h devant l'hôpital de Sedan avec dépôt d'une motion à la sous-préfecture. Le collectif de défense de l'hôpital de Belair se réunit lundi soir et verra comment manifester son mécontentement également.

BULLETIN D'ADHESION

Nom : Prénom : Mail :

Adresse :

A renvoyer avec un chèque d'adhésion de 5€ à Collectif de défense des hôpitaux de proximité des Ardennes
Chez Claudette Moraine - 15 rue Gambetta - 08140 BAZEILLES

Blog : <http://sauvegardehopital.over-blog.com/>

Contact : collectifHcharleville@gmail.com

Facebook : [defensehopitauxproximiteardennes](https://www.facebook.com/defensehopitauxproximiteardennes)